

de Vancouver-Est (M. Winch) a soulevé la question. J'ai moi-même souvent demandé des renseignements. La ville de Vancouver attend impatiemment mais elle ne peut rien obtenir de ce gouvernement. Il est vrai que le premier ministre a dit: nous examinons ces projets essentiels. Mais les gens ont besoin d'action, non pas d'études. Le peuple a besoin d'un premier ministre qui se rend compte des besoins de cette nature, qui n'attend pas le désordre dans la rue pour prendre conscience de la nécessité de l'aménagement urbain et s'attaquer aux problèmes. Le vice-président du Conseil économique nous a dit hier que, à défaut de mesures tendant à supprimer la pauvreté et les difficultés dont il est question en ce moment, nous connaissons probablement au Canada des désordres semblables à ceux dont ont souffert nos voisins du Sud. Le premier ministre envisage-t-il avec indifférence une telle situation?

Je voudrais rappeler au gouvernement les besoins des jeunes couples qui commencent à élever une famille mais qui n'ont pas de logement convenable. A quoi nous servira-t-il de dépenser pour l'éducation, la réhabilitation des jeunes et une foule d'autres choses, si nous laissons les espoirs de la race canadienne dans de si déplorables conditions? Il est impossible d'élever de bons citoyens dans les conditions que l'on trouve aujourd'hui dans certains logements, qui sont bien les pièges en cas d'incendie, les nids à rats, dont on a parlé dans de nombreux discours.

J'aimerais aussi plaider la cause des gens âgés qui ne savent où se loger. Chez nous, à Pâques, j'ai été témoin de nombre de ces cas-là. Une dame âgée demeurait dans une pièce exiguë au sous-sol; on lui avait demandé de quitter les lieux, mais elle ne savait où aller. Une mère devait élever ses deux fillettes dans une petite pièce dans l'arrière-boutique d'un magasin. La liste était longue de ceux qui attendaient des logements sociaux, et seule la mort, semblait-il, pouvait créer des vacances. Trop de gens la précédaient. Sans parler des 40,000 familles qui ne peuvent compter sur le salaire du père absent, ni de celles qui doivent compter sur l'assistance sociale, ni de celles soutenues par la mère seule. C'est à ces gens-là que je songe, et il y en a dans toutes les villes du Canada.

Quand nous remplacerons le ministre des Transports (M. Hellyer), je crois que nous devrions avoir des jumeaux. Il ne sert à rien que le ministre des Transports soit responsable du logement. Les Canadiens en ont assez de voir le logement figurer comme appendice des ministères. En huit ans, depuis 1960, il a été rattaché à cinq ministères différents. On

l'a fait passer de l'un à l'autre. L'affaire de tout le monde n'est l'affaire de personne. Même si le gouvernement rend hommage du bout des lèvres au principe de la haute priorité du logement, la responsabilité en a été confiée au ministère du Revenu national, au ministère du Travail, au ministère des Travaux publics—pour l'instant, j'oublie les autres. A vrai dire, le premier ministre pourrait se la réserver. S'il le fait, il la délèguera sans doute à quelqu'un pour qui la crise du logement ne sera pas évidente. Elle deviendra alors un souvenir vague et elle ira rejoindre les autres souvenirs rattachés à l'habitation dans notre pays.

J'exhorte le premier ministre et ceux qui l'appuient à tenir compte de l'avertissement tandis qu'il en est encore temps. Nous n'avons pas encore vu de désordres dans nos rues. Il y a encore des gens qui croient que le premier ministre et le gouvernement se proposent de faire quelque chose—que toutes les nouvelles machines reluisantes qu'ils ont installées depuis de début de septembre produiront des résultats et que tous les surnuméraires de la Fonction publique sont là pour des fins utiles. Ils croient que les bureaux régionaux, les comités et les commissions extraordinaires rendront les services dont les gens ont besoin. Tandis que certains croient encore à tout cela, j'exhorte le gouvernement à prendre des initiatives avant qu'il ne soit trop tard. Je pense que les Canadiens perdront patience avant longtemps. Lorsqu'ils découvriront qu'ils ne pourront trouver de logements, que rien ne sera fait, il y aura un revirement. Le peuple canadien, qui est patient, tranquille et respectueux des lois se transformera en quelque chose de tout à fait différent. Si le gouvernement ne résout pas ces problèmes pour le bien-être du peuple et la nécessité de remédier aux conditions déplorables dans lesquelles la majorité de la population doit vivre constituent des motifs suffisants pour agir, alors qu'il agisse pour sauver la face pendant qu'il en est encore temps. Les Canadiens sont patients, mais il y a une limite à leur patience.

• (8.20 p.m.)

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur aux petites heures ce matin, M. Jean Béliveau a dit: «Je vais en finir.» et il a joint les actes à la parole. Je pense que tout le monde sera d'accord de ce côté-ci pour que mes remarques mettent fin à ce petit jeu des heures supplémentaires.

L'histoire du logement au Canada comporte de nombreux chapitres que l'on pourrait considérer comme des modèles du genre en matière de frustration. A cette frustration s'ajoute la tragédie d'un homme qui a essayé